CORRESPONDANCE DU GRAND MARÉCHAL DU PALAIS DE NAPOLÉON I^{er}

Éditée, présentée et annotée par Jean-Pierre Samoyault et Charles-Éloi VIAL



PARIS HONORÉ CHAMPION ÉDITEUR 2023

www.honorechampion.com

PRÉFACE

Gouverneur du palais à partir de 1801, grand maréchal du palais de 1804 jusqu'à sa mort en 1813, le général Duroc (1772-1813) fut le confident de Napoléon et son bras droit pour le décor et l'ameublement des palais impériaux.

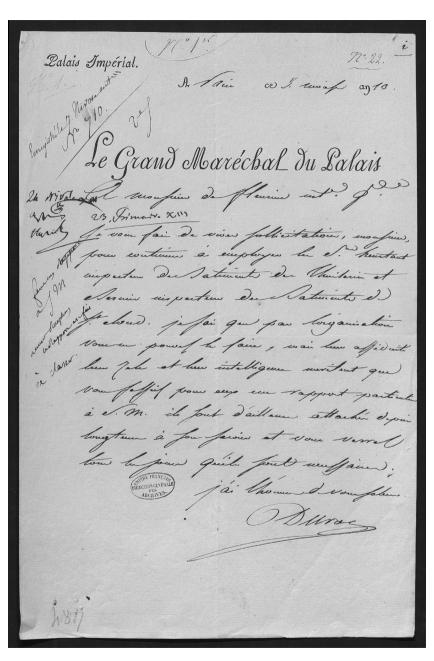
À ce titre, en lien avec l'intendant général, Duroc entretint des relations incessantes avec les administrateurs du Mobilier national – Étienne-Jean Calmelet jusqu'en 1806, puis Alexandre-Jean Desmazis –, mais aussi avec les anciennes manufactures royales qui avaient traversé la Révolution: les Gobelins et Beauvais pour la tapisserie, la Savonnerie pour les tapis, Sèvres pour la porcelaine. N'écrivait-il pas, en septembre 1807, que l'Empereur souhaitait décorer le grand appartement des Tuileries «tout en Gobelins, Beauvais et Savonnerie»?

Désireux de donner à sa cour un lustre qui ne fût pas inférieur à celui de l'Ancien Régime, l'Empereur multiplia les commandes et les achats et fit remeubler aussi bien ses résidences principales – les Tuileries, Meudon, Fontainebleau, Saint-Cloud, Trianon... – que des palais alors jugés secondaires, parmi lesquels celui de l'Élysée que Murat lui céda lorsqu'il devint roi de Naples. Les collections du Mobilier national sont le reflet, aujourd'hui encore, de cette ambitieuse politique d'acquisition.

Le travail considérable accompli dans cet ouvrage par Jean-Pierre Samoyault, ancien administrateur général du Mobilier national, et Charles-Éloi Vial, conservateur à la Bibliothèque nationale de France, nous permet de revivre, à travers la correspondance de Duroc, le quotidien de l'activité du Mobilier impérial et des manufactures. C'est un enrichissement considérable apporté à la connaissance de l'histoire de notre établissement et nous sommes heureux d'en remercier les auteurs.

Hervé Lemoine.

Président du Mobilier national et des manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie



Lettre nº 495, p. 272: Paris, 5 nivôse an XIII [27 décembre 1804] – À M. de Fleurieu, intendant général de la Maison de l'Empereur (expédition autographe: AN, O² 150, pièce 487. Mention en marge: «24 nivôse XIII approuvé Napoléon»).

LE GRAND INCONNU DE L'ÉPOPÉE

Il distingua dans le temps un jeune officier qu'il eut d'abord beaucoup de peine à former; mais dont il a tiré depuis les plus grands services. C'était Duroc, qui, sous un extérieur peu brillant, possédait les qualités les plus solides et les plus utiles: aimant l'Empereur pour lui-même, dévoué pour le bien, sachant dire la vérité à propos. Il a été depuis duc de Frioul et grand maréchal. Il avait mis le palais sur un pied admirable et dans l'ordre le plus parfait. À sa mort, l'Empereur pensa qu'il avait fait une perte irréparable; et une foule de personne l'ont pensé comme lui. L'Empereur me disait que Duroc seul avait eu son intimité et possédé son entière confiance.

(Emmanuel de Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, Paris, Perrin, 2017, p. 115).

Dans l'histoire napoléonienne, nul personnage plus discret et pourtant plus central que Duroc. Inséparable de l'Empereur, dévoué et compétent, celui qui fut de 1804 à 1813 grand maréchal du palais semble, par bien des aspects, plus proche du maître que ne le fut Berthier, dont le poste de major général de la Grande armée l'exposait à de nombreuses brimades et à des disputes, ou que Caulaincourt, le grand écuyer, trop franc au goût de l'Empereur qui refusait souvent d'entendre le langage de la vérité. Moins haut placé que le discret et efficace Cambacérès, «numéro deux » de l'Empire, ou même que les infatigables ministres Maret et Daru, mais d'un rang infiniment supérieur aux collaborateurs les plus connus et les plus bavards de l'Aigle comme les secrétaires Méneval et Fain, Duroc occupe décidément une place à part. Il n'y a guère que le maréchal Lannes qui puisse lui disputer le titre de seul ami de l'Empereur solitaire: ils moururent tous deux au champ d'honneur, et n'eurent pas, contrairement aux autres dignitaires de l'Empire, à le trahir en 1814 ou à l'abandonner en 1815...

Apprécié du maître, efficace et pourtant surchargé de responsabilités, Duroc passe paradoxalement presque inaperçu au sein de l'abyssale bibliographie napoléonienne. Une seule biographie lui a été consacrée à ce jour, publiée par Jean de La Tour en 1913, et des pans entiers de sa vie semblent encore inconnus. Son destin est pourtant tout aussi remarquable que celui de ses compagnons d'armes, mais son caractère moins facile n'a peut-être pas aidé à le faire entrer dans la légende, tandis que les fonctions de cour où Napoléon le cantonna n'attirent guère l'attention des chercheurs, en particulier ceux du fait militaire. D'abondantes archives révèlent pourtant l'extraordinaire activité de ce serviteur de l'Empereur: des liasses de factures, d'innombrables rapports signés ou annotés, d'épais registres et inventaires, témoignent encore de l'activité inlassable du grand maréchal.

Plus encore que ces papiers de gestion, Duroc a surtout laissé derrière lui une importante correspondance administrative, qui méritait assurément d'être publiée. Recoupant les différentes fonctions qu'il occupa au service du Premier consul puis

de l'Empereur, le présent volume s'ouvre avec ses premières missions diplomatiques au lendemain du coup d'État des 18-19 Brumaire, se poursuit durant les années du Consulat et de l'Empire, à la cour comme sur les champs de bataille, et s'achève en mai 1813, au début de la malheureuse campagne de Saxe, avec la mort de Duroc.

Venant à la suite des éditions des lettres de Cambacérès à Napoléon (1973), du Journal du premier architecte de l'Empereur Pierre-François-Léonard Fontaine (1987), de la Correspondance de Vivant Denon, directeur du musée Napoléon (1999), des Mémoires de Cambacérès (1999) et surtout de la monumentale édition de la Correspondance générale de Napoléon Bonaparte entreprise par la Fondation Napoléon de 2004 à 2018, cette Correspondance de Duroc complète et prolonge un mouvement de publication de sources fondamentales pour l'histoire du Premier Empire entamé depuis un peu plus d'une trentaine d'années, touchant aussi bien l'histoire politique et militaire que la diplomatie et la vie de cour. En parallèle, les nouvelles inflexions de l'historiographie ont amené les historiens à s'intéresser davantage aux pratiques du pouvoir et à sa représentation, amenant un renouveau des études sur la cour, avec notamment les travaux de Philip Mansel sur la cour de France (1989), de Pierre Branda sur la Maison de l'Empereur (2010) et d'Aleth Tisseau des Escotais sur le Garde-Meuble impérial (2020). Parallèlement, conservateurs et historiens de l'art sont largement revenus sur les commandes officielles, les fêtes et les cérémonies, que ce soit par des articles, des monographies ou des catalogues d'exposition. Publié au lendemain des commémorations du bicentenaire de la mort de Napoléon et 210 ans tout juste après la mort du grand maréchal, le présent volume s'inscrit dans ce contexte scientifique, et son apparat critique a largement bénéficié des publications et des avancées récentes de l'historiographie napoléonienne.

Cette *Correspondance*, telle qu'elle se présente, en dit fort peu de l'homme, le grand maréchal de Napoléon ayant strictement séparé ses fonctions officielles de sa vie privée. Il a semblé préférable de présenter en quelques pages la vie de ce grand inconnu de l'épopée et son rôle au sein de la mécanique impériale, avant d'évoquer la méthode de transcription adoptée et les sources étudiées.

Un cadet anonyme

Né à Pont-à-Mousson le 25 octobre 1772, Géraud-Christophe de Michel du Roc était le second fils de Claude-Sidoine de Michel du Roc, capitaine de dragons issu de la petite noblesse lozéroise, né à Marvejols mais établi dans la ville de garnison de Pont-à-Mousson, où il épousa Anne-Dauphine Papigny, native de Mirecourt. Son frère aîné Pierre devint plus tard religieux, sa sœur aînée Marie-Hélène entra au couvent, et sa cadette Jeanne-Magdeleine demeura célibataire. On ne sait pas grand-chose de l'éducation du futur grand maréchal, destiné à la carrière militaire, mais surtout à soutenir financièrement sa famille pauvre, son père, devenu sourd, ayant quitté le service actif pourvu d'une modeste pension de 600 livres. Le jeune mussipontain fait partie de ces rejetons de la petite noblesse ayant bénéficié, grâce à l'insistance paternelle, du soutien de l'intendant de Lorraine, Jean-Baptiste-François Moulins de La Porte de Meslay¹, un peu comme Bonaparte, soutenu par le marquis de Marbeuf,

¹ «L'admission de Duroc à l'École royale militaire de Pont-à-Mousson (1783)», *Carnet de la Sabretache*, 1^{er} janvier 1897, p. 728-738.

commandant en Corse. Issue d'une famille de la noblesse moyenne, un peu plus aisée que celle du jeune écolier d'Ajaccio, le futur grand maréchal dut ainsi se contenter d'une simple place et non d'une bourse, qui lui permit d'intégrer à l'âge de 16 ans l'École militaire de Pont-à-Mousson, ancien collège fondé par les ducs de Lorraine et d'abord tenu par les Jésuites, puis rouvert en 1776 par les chanoines de Saint-Sauveur. Il y apprit l'histoire, la géographie, la danse et l'escrime, l'équitation et le dessin. Dans un rapport daté de 1788, le sous-inspecteur des écoles Reynaud de Monts décrit un jeune «élève du roi, désigné pour entrer dans la compagnie de MM. les cadets-gentilshommes se destinant à l'artillerie, M. Du Roc (Géraud-Christophe). Taille de quatre pieds, cinq pouces, trois lignes. Caractère doux et sensible. De la meilleure conduite. A parfaitement suivi son cours d'étude et a fait des progrès les plus satisfaisants dans les mathématiques et a profité de tous les autres objets de l'enseignement²». L'École militaire de Paris avant été supprimée par le règlement du 9 octobre 1787, il fut recu à l'École d'artillerie de Châlons-sur-Marne comme élève sous-lieutenant d'artillerie le 10 mars 1792³, après avoir passé un examen devant l'académicien Laplace (29^e sur 47). Il v fit la connaissance du jeune Auguste de Marmont, futur maréchal d'Empire, et de Sigismond Viollet-le-Duc, dit Leduc, qui serait plus tard son secrétaire. Ses professeurs évoquent un élève « fort sage, infiniment studieux, qui dessinait très bien la figure, le paysage, la fortification et l'architecture⁴». Nul ne sait ce qu'il pensait de la Révolution, mais il préféra prudemment changer de patronyme, devenant simplement « Duroc ». Quelques jours avant la chute de la monarchie, il décida brutalement d'abandonner ses études⁵. Marmont affirme dans ses *Mémoires* que son camarade a bel et bien émigré⁶, mais la question est sujette à débat. En sollicitant six mois plus tard de retrouver sa place dans un mémoire adressé au ministre de la Guerre, il affirma avoir «eu la jeunesse» de démissionner au lieu d'attendre un congé en bonne et due forme, cherchant à regagner Pont-à-Mousson pour des affaires de famille. Il y aurait servi dans la Garde nationale, comme l'affirme une lettre de recommandation qui n'était peut-être qu'un certificat de complaisance⁷. Autorisé à finir ses études en mars 1793, il fut reçu lieutenant en second le 1er juin suivant, en troisième place de sa promotion, qui comprenait des noms tout aussi fameux que Marmont, Foy et Drouot, premier au classement.

Versé au 4° régiment d'artillerie, Duroc gravit rapidement les échelons, devenant malgré son statut de «ci-devant» lieutenant le 18 novembre 1793 [28 brumaire an II]. Cantonné à Grenoble et échappant aux combats meurtriers des frontières du Nord de la jeune République, il fut rapidement envoyé à l'armée des Alpes. Dans le cours de l'année 1794, il eut vraisemblablement l'occasion de croiser pour la première fois

² Document cité par Arthur Chuquet, «Duroc, duc de Frioul», dans *Revue critique d'histoire et de littérature*, janvier-juin 1913, p. 456.

³ On s'appuie, pour retracer la carrière de Duroc, sur une note récapitulant ses différentes promotions de 1792 à 1804 (SHD, GR 7 YD-390, dossier militaire de Duroc).

⁴ SHD, GR 7 YD-390, rapport de Pierre-Nicolas d'Agoult, directeur de l'École d'artillerie de Châlons, 29 juillet 1792.

⁵ SHD, GR 7 YD-390, lettre de démission datée du 22 juillet 1792.

⁶ Auguste-Frédéric-Louis Viesse de Marmont, *Mémoires de 1792 à 1841*, Paris, Perrotin, 1857, vol. 5, p. 111.

⁷ SHD, GR 7 YD-390, mémoire de Duroc au ministre, 15 février 1793, et certificat signé Micque, commandant en second de la Garde nationale de Pont-à-Mousson, daté du même jour.

un certain Bonaparte, qui le mentionne dans une lettre au chef de bataillon Berlier⁸. Comme de nombreux jeunes officiers, Duroc fut immédiatement fasciné par le petit caporal qu'il ne devait plus guère quitter: «Dès l'époque de Toulon, il noue avec ses hommes des rapports fondés, d'un côté sur la protection qu'il leur accorde, de l'autre sur l'allégeance à sa personne. Un premier cercle de fidèles se forme alors, où l'on trouve Gassendi et Victor, deux anciens d'Auxonne, l'ordonnateur Chauvet, Duroc et surtout Junot, Muiron et Marmont⁹.»

Dans l'ombre du héros

Promu capitaine en second le 21 novembre 1794 [1er frimaire an III], le jeune officier d'artillerie passa ensuite plusieurs mois dans l'équipage des ponts de l'armée des Alpes, commandé par le chef de brigade Andréossy¹⁰, mais il retrouva Bonaparte dès 1796. Duroc servait depuis peu comme aide de camp du général Lespinasse, commandant l'artillerie de ce qui venait de devenir l'armée d'Italie. Selon les *Mémoires* du général Savary, il commandait «l'artillerie de la place de Monaco¹¹». À l'âge de 23 ans, il fut à ce moment choisi comme aide de camp par le nouveau général en chef de l'armée d'Italie, semble-t-il sur un conseil de Marmont, attaché depuis longtemps à l'étoile du futur Empereur. Duroc eut bientôt l'occasion de s'illustrer lors de la bataille de Castiglione du 5 août, où il fut un efficace messager, transmettant les ordres sous le feu ennemi, puis à celle de Primolano où il eut un cheval tué sous lui le 7 septembre¹², ou encore lors d'un combat sur l'Isonzo, en Frioul, au mois de mars suivant. Dans un rapport au Directoire exécutif daté du 20 mars 1797, Bonaparte le loua pour avoir fait preuve de «la bravoure qui caractérise l'état-major de l'armée d'Italie¹³». Le 2 juin [14 prairial an V], il fut promu capitaine commandant.

Depuis le début de la campagne, Duroc avait pris sa place au sein de la petite cour qui entourait le «successeur d'Alexandre», où gravitaient entre autres Berthier, Lannes, Marmont ou Junot. Lavalette, l'un des huit aides de camp du général en chef, a laissé un portrait de ses compagnons d'armes dans ses *Mémoires*: «Murat était le troisième aide de camp; moins brillant que les deux premiers [Junot et Marmont], [Duroc] avait plus de solidité dans l'esprit et le caractère d'une ténacité remarquable

⁸ Napoléon Bonaparte, Correspondance générale publiée par la Fondation Napoléon, Paris, Fayard, vol. 1 (2004), p. 258, lettre au chef de bataillon Berlier, 17 octobre 1794.

⁹ Patrice Gueniffey, *Bonaparte*, Paris, Gallimard, 2013, p. 135.

Jean-Baptiste-Pierre Courcelles, Dictionnaire historique et biographique des généraux français, Paris, Arthus Bertrand, Treuttel et Würtz, 1822, vol. 5, p. 383, art. «Duroc».

Anne-Jean-Marie-René Savary, Mémoires du duc de Rovigo, Paris, Bossange, 1828, vol. 3, p. 71.

¹² Plusieurs lettres de Duroc à son père durant les guerres de la Révolution et de l'Empire, publiées en 1913 par Jean de La Tour dans sa biographie, sont aujourd'hui absentes du fonds dit « de Brion», conservé aux Archives départementales de la Lozère et contenant les papiers de la famille du Roc et de leurs alliés depuis le xvr^e siècle jusqu'au milieu du xx^e siècle. L'historien semble avoir « emprunté» les papiers relatifs au grand maréchal pour son livre, mais il ne les a jamais rendus (AD Lozère, 30 J, fonds de Brion, 289 cartons). D'autres lettres de jeunesse de Duroc, ainsi que des lettres de son père provenant du même fonds, ont été récemment publiées dans Danielle Meyrueix, *Duroc, confident de Napoléon: devoir et sentiments*, Mende, Éditions l'Ours de Granit, 2022.

Napoléon Bonaparte, Correspondance générale..., vol. 1, p. 881, lettre au Directoire, 20 mars 1797.

[...]. Le général en chef l'aimait beaucoup; Duroc était reconnaissant¹⁴». Il aurait dès cette époque été chargé de missions délicates, parfois bien éloignées du monde militaire: un mémorialiste—il est vrai peu fiable—affirme ainsi qu'il aurait été chargé de jouer les intermédiaires avec la marquise de Bianchi, une des premières maîtresses prises par Bonaparte, éveillant à ce moment la jalousie de Joséphine¹⁵. Après la signature du traité de Campoformio, ce fut surtout lui que Bonaparte envoya à Paris porter les drapeaux pris à l'ennemi au Directoire. Dans la foulée, il fut promu chef de bataillon le 15 novembre 1797 [25 brumaire an VI].

Quelques mois plus tard, Duroc embarqua pour l'Égypte en compagnie de Bonaparte. Il s'illustra au combat de Salahieh le 11 août, chargeant aux côtés de Murat et d'Eugène de Beauharnais, ce qui lui valut une nouvelle citation dans un rapport au Directoire¹⁶. Aucune lettre, aucune anecdote ne permet d'en savoir plus sur les faits et gestes de Duroc en Égypte: sans doute fut-il trop occupé à combattre pour découvrir les curiosités archéologiques locales. Un temps détaché auprès de Desaix, envoyé en Haute-Égypte affronter les Mamelouks, il prit part à la campagne de Syrie et s'illustra au siège de Jaffa le 25 mars 1798. «Voyant nos grenadiers tomber au pied de la brèche et se rebuter, [Duroc] s'élança à leur tête et lutta corps à corps contre plusieurs Turcs. L'armée le voyant disparaître dans une tour défendue avec acharnement le crut perdu; mais bientôt elle applaudit en le voyant reparaître sur la plate-forme, maître de cette tour et du rempart¹⁷. » Cet exploit lui valut une nouvelle citation, Bonaparte parlant d'un «officier en qui j'ai grande confiance¹⁸». Ce même jour, il fut promu chef de brigade. Le 1er avril devant Saint-Jean-d'Acre, Duroc fut gravement blessé à l'aine et soigné par Larrey, qui lui épargna l'amputation¹⁹. Après l'échec de la campagne de Syrie, le retour au Caire puis la victoire d'Aboukir le 25 juillet 1799 où Duroc s'illustra à nouveau, Bonaparte, conscient de l'état de déliquescence avancé du Directoire, informé des défaites des généraux français en Italie et en Allemagne, convaincu surtout de pouvoir s'imposer, remit le commandement de l'armée à Kléber et prit la mer en compagnie d'un petit groupe d'officiers. Duroc en faisait partie, aux côtés de Berthier, Murat, Lannes et Marmont. «Ces cinq hommes forment désormais pour Bonaparte la représentation même de la fidélité et scellent définitivement leur destin au sien. Ils seront de toute l'épopée qui s'apprête à naître, dans la gloire comme dans la chute²⁰.»

Si le rôle de Duroc au cours du coup d'État des 18-19 Brumaire n'est pas précisément connu, quelques sources montrent qu'il n'avait pas quitté Bonaparte. Il aurait

¹⁴ Antoine-Marie Chamans de Lavalette, *Mémoires et souvenirs*, Paris, H. Fournier, 1831, vol. 1, p. 190.

¹⁵ Mémoires secrets et inédits pour servir à l'histoire contemporaine... éd. par Alphonse de Beauchamp, Paris, Vernarel et Tenon, 1825, vol. 1, p. 196.

Napoléon Bonaparte, Correspondance générale..., vol. 2, p. 329, lettre au Directoire, 19 août 1798.

 $^{^{17}\,}$ Biographie nouvelle des contemporains, Paris, Librairie historique, 1822, vol. 6, p. 273, art. « Duroc ».

Napoléon Bonaparte, Correspondance générale..., vol. 2, p. 882, lettre au Directoire, 13 mars 1799

¹⁹ Dominique-Jean Larrey, *Relation médicale de campagne et voyages*, Paris, J.-B. Baillière, 1841, p. 338; *Mémoires secrets et inédits...*, vol. 1, p. 196.

²⁰ Marin Menzin, *Duroc, le prétorien de Napoléon*, mémoire de master 2, Université de Lorraine, 2021, p. 15.

ainsi joué les messagers auprès du général Jourdan, républicain farouche qui ne se rallia au complot que du bout des lèvres, lui apportant un message le 10 brumaire puis une invitation à dîner rue de la Victoire le 18²¹. Aucune source ne précise s'il était présent au cours de la fameuse scène de l'orangerie du château de Saint-Cloud, où Bonaparte peina à s'imposer face au Conseil des Cinq-cents, mais l'on a du mal à ne pas l'imaginer aux côtés de Murat, Lefebvre et Leclerc²². Le 17 octobre 1799, il avait été nommé premier aide de camp du général Bonaparte. Le 2 décembre, Berthier le proposa comme commandant du 3° régiment d'artillerie à cheval²³, grade qui lui fut attribué le 14 mars 1800.

La carrière de ce jeune officier fidèle, discret mais efficace venait pourtant de prendre un nouveau tournant, loin des champs de bataille. Un mois à peine après le coup d'État, il fut envoyé à la cour de Berlin. Chargé d'annoncer à Frédéric-Guillaume III l'avènement du nouveau régime consulaire, il aurait fait excellente impression à la cour de Prusse, notamment grâce à ses anecdotes sur l'Égypte. Même la reine Louise de Prusse, farouche ennemie de la Révolution et plus tard de l'Empereur, aurait apprécié le caractère affable de Duroc²⁴. Sans nier sa bravoure, Bonaparte avait compris qu'il n'avait ni le charisme ni le coup d'œil de ses autres aides de camp, mais que sa parfaite éducation et son caractère patient en faisaient un candidat idéal pour la diplomatie et la vie de cour. Il côtoya les plus grands militaires du temps²⁵, s'entendit parfaitement avec eux, mais sans jamais pouvoir égaler leurs exploits.

La plume plutôt que l'épée

C'est avec les rapports rédigés lors de cette première mission diplomatique à Berlin que s'ouvre cette correspondance critique, point de départ d'une intense activité épistolaire qui ne devait s'achever qu'en 1813. Elle marque l'ascension d'un jeune officier prometteur, distingué par le nouveau maître de la France, et désormais employé à des tâches habituellement réservées à des hommes bien plus âgés et plus expérimentés. Ses premiers rapports adressés au Premier consul montrent encore une certaine familiarité de ton, sans doute acquise dans les camps – mais il sut vite s'en départir – tandis que ceux adressés au ministre Talleyrand révèlent son immense souci de bien faire. Il lui rendit compte de tout, des détails de l'étiquette prussienne, de l'état des troupes royales, de l'opinion publique et des caractères de l'entourage de Frédéric-Guillaume III, faisant preuve de ce sens de l'observation aigu qui caractérise les bons diplomates.

²¹ Lettre de Jourdan à Gourgaud, 12 février 1823, insérée dans les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon écrits à Sainte-Hélène sous la dictée de l'Empereur par les généraux qui ont partagé sa captivité*..., Paris, Firmin-Didot père et fils et Bossange frères, 1823, vol. 2, p. 384.

²² Vincent Haegele, *Murat: la solitude du cavalier*, Paris, Perrin, 2015, p. 222.

²³ Jean de La Tour, *Duroc (1772-1813)*, Paris, Nouveau monde éditions, 2004, p. 51.

²⁴ Emmanuel de Las Cases, Mémorial de Sainte-Hélène. Le manusrit original retrouvé, éd. par Thierry Lentz, Peter Hicks, François Houdecek et Chantal Prévot, Paris, Perrin-Fondation Napoléon, 2017, p. 524.

²⁵ Signalons également qu'il ne fut jamais affilié à aucune loge maçonnique, contrairement à la plupart des hauts gradés et dignitaires de l'Empire.

La République avait été en guerre contre les Hohenzollern de 1792 à 1795, date de la signature du traité de Bâle où la Prusse s'était retirée de la Première coalition contre la France, mais le Saint-Empire, la Grande-Bretagne, la Suède, l'empire ottoman, le royaume de Naples, la Sardaigne et la Russie avaient formé à partir de 1798 une Deuxième coalition. Duroc avait été chargé de transmettre au souverain, à son ministre Haugwitz et à son conseiller Hardenberg les offres du Premier consul, qui cherchait à obtenir une médiation prussienne afin de signer une paix avec la Russie, mais Frédéric-Guillaume III, qui avait déjà songé dans les mois précédents à déclarer à nouveau la guerre à la France, refusa de s'impliquer dans les négociations, conservant vis-à-vis de la République une attitude ambiguë. Il promit cependant de maintenir sa neutralité, ce qui pour l'heure fut jugé suffisant²⁶.

Après son retour à Paris, Duroc fut envoyé à Bâle pour rencontrer le général Moreau, jouant le rôle de négociateur officieux face à ce farouche républicain dont le prestige militaire rivalisait avec celui de Bonaparte. Après avoir mené une mission de reconnaissance pour le passage des Alpes, il ne tarda pas à repartir pour Dijon, où le Premier consul prit la tête de l'armée qui devait reprendre l'Italie, porter secours à Masséna assiégé dans Gênes et in fine chasser une seconde fois l'Autriche de la péninsule. Duroc, qui fit le voyage avec Bourrienne, dans la même voiture que Bonaparte, Savary suivant avec Bessières²⁷, assista au fameux passage du col du Saint-Bernard. Le 14 juin, jour de Marengo, il prit brièvement le commandement de quelques batteries de canon. Cette victoire permit à la France de s'imposer à nouveau en Italie du Nord. En juillet, l'empereur François II envoya à Paris le comte de Saint-Julien, chargé de discuter des conditions de paix avec Talleyrand. Un protocole fut rapidement rédigé, tendant à revenir aux conditions du traité de Campoformio. Duroc fut envoyé à Vienne avec Saint-Julien, porteur de ce projet de traité que Bonaparte avait préalablement ratifié, mais contre toute attente, le Habsbourg, qui n'avait cherché qu'à gagner du temps, refusa de le recevoir²⁸: une lettre dépitée fait état de l'échec de cette mission.

Il fallut attendre le 3 décembre et la victoire de Hohenlinden remportée par Moreau pour entraîner la dissolution de la coalition et l'ouverture des pourparlers. Une série de traités furent ainsi signés en 1801 et 1802, imposant la paix sur tout le continent, Bonaparte comptant particulièrement sur son entourage militaire pour assurer des missions diplomatiques ou remplir le rôle d'ambassadeur. Du 24 mai au 12 août 1801, Duroc séjourna ainsi à la cour de Russie, chargé de nouer des liens avec le nouveau tsar Alexandre I^{er}, qui venait de succéder à son père Paul I^{er}, assassiné à la suite d'une révolution de palais. Ses instructions dictées par Bonaparte lui ordonnaient de passer par Berlin pour saluer les souverains, puis de séjourner à Saint-Pétersbourg, de visiter «les établissements, les arsenaux, l'armée, la flotte, tout ce que vous pourrez voir sans déplaire et sans donner de l'inquiétude», et d'y parler «toujours de l'Égypte comme si nous étions assurés de sa possession²⁹». Les longs rapports expédiés par Duroc à

²⁶ Thierry Lentz, Le grand Consulat, 1799-1804, Paris, Fayard, 1999, p. 192.

²⁷ A.-J.-M.-R. Savary, *Mémoires*..., vol. 1, p. 186.

²⁸ Antoine-Claire Thibaudeau, Le Consulat et l'Empire, ou histoire de la France et Napoléon Bonaparte de 1799 à 1815, Paris, Renouard, vol. 1 (1834), p. 386.

²⁹ AMAE, CP Russie 140, fol. 222, «Instructions pour le citoyen Duroc allant à Saint-Pétersbourg», 4 floréal an IX [24 avril 1801].

Talleyrand et au Premier consul confirment qu'il fut bien accueilli, «quoique sans chaleur excessive³⁰», n'étant investi d'aucun pouvoir lui permettant de négocier. Les pourparlers se déroulaient en France, où deux traités de paix avec la Russie et l'Angleterre ne tardèrent pas à être signés.

L'action pacificatrice de Bonaparte à l'extérieur se doubla à l'intérieur, on le sait, d'une impressionnante série de réformes administratives, législatives et institutionnelles. Parallèlement, le Premier consul commença à se comporter de plus en plus comme un souverain, comme le montrent son installation aux Tuileries en 1800 puis la renaissance d'une vie de cour entre l'ancien château des rois et la résidence plus champêtre de Malmaison. Le Premier consul tenait à en imposer par le faste. Des audiences, réceptions, dîners et concerts furent organisés et une nouvelle étiquette commença à apparaître, le tout grâce à Duroc.

Un artilleur devenu homme de cour

Dans les premiers mois d'existence du nouveau régime, la supervision de la Maison du Premier consul avait été confiée à Pfister, maître d'hôtel de Bonaparte depuis 1794, mais la charge devint rapidement trop lourde pour lui. Les frais de fonctionnement de la nouvelle «cour» s'élevaient à 4,7 millions de francs par an en 1800 avant de passer à 6 millions au début de l'an X [septembre 1801³¹], notamment en raison de travaux ordonnés aux Tuileries, à Malmaison et à Saint-Cloud, supervisés par Pierre-François-Léonard Fontaine et Charles Percier, nommés «architecte du Gouvernement». Il fallut attendre l'automne 1801 pour que Bonaparte se soucie d'organiser l'administration du palais consulaire.

Duroc, nommé général de brigade le 13 octobre 1801 alors qu'il n'était pas encore rentré de sa mission en Russie, fut placé le 20 novembre [29 brumaire an X] à la tête de ce que certains documents nomment «l'état-major» du palais consulaire. Sous le titre de «gouverneur du palais», il récupéra dans ses attributions tout ce qui concernait «l'ordonnance des dépenses, de la police et de la surveillance du palais³²». Sous son autorité, quatre préfets du palais furent plus spécifiquement chargés de surveiller le personnel; l'administration des cuisines et de l'office; l'argenterie, le chauffage; l'entretien et la surveillance des Tuileries.

L'entrée en fonction de Duroc marque le début d'une activité épistolaire intense, qui se poursuivit jusqu'à sa mort en 1813. Sa correspondance comme gouverneur des Tuileries montre l'immense travail entrepris pour la remise en état et l'ameublement des palais, l'organisation de la nouvelle cour consulaire et la mise en place de son étiquette, mais aussi pour la supervision de la Garde des consuls et la sécurité personnelle de Bonaparte. Duroc se mêla également des questions relatives aux voyages, à Lyon en 1802, en Normandie puis en Belgique en 1803, ainsi qu'à l'installation du fameux camp de Boulogne, prélude à l'invasion de l'Angleterre.

³⁰ P. Gueniffey, *Bonaparte...*, p. 650.

³¹ Pierre Branda, Le prix de la gloire: Napoléon et l'argent, Paris, Fayard, 2008, p. 43.

³² BnF, Mss, Français 6577, fol. 41, arrêté sur les attributions du gouverneur du palais, 21 brumaire an X [12 novembre 1801].

Outre Duroc, les quatre préfets du palais et l'architecte Fontaine, responsable des questions architecturales et décoratives, Bonaparte avait également nommé Martin-Roch-Xavier Estève au poste de trésorier de la «Maison du Premier consul»: la nouvelle cour avait trouvé ses premiers cadres, et Duroc ses principaux correspondants. Ils furent bientôt rejoints par Jean-Ferdinand-Élie Randon d'Hanneucourt, capitaine des chasses, et par Jean-François-Thomas Goulard, nommé administrateur du domaine de Versailles, comprenant le château, qui abritait alors le musée de l'École française de peinture, ainsi que les forêts environnantes qui n'avaient pas été vendues au titre des biens nationaux. Duroc se mit à jouer le rôle de maître de maison aux Tuileries, tenant «table pour les officiers et dames de service et pour les aides de camp³³». Parmi ses missions parallèles, on doit mentionner, dès cette époque, la mise en place d'une police politique, concurrencant celle de Fouché – bientôt remercié par Bonaparte – notamment chargée de tenir le Premier consul au courant des oppositions à l'œuvre dans la capitale et d'assurer sa protection rapprochée³⁴. Ces missions-là n'apparaissent pas dans sa correspondance : elles passaient sans doute par des ordres oraux ou par des billets rapidement détruits.

On ne dispose d'aucun document concret sur la vie personnelle de Duroc à cette époque. Dans ses *Mémoires*, la reine Hortense fait allusion à un éphémère projet d'union entre Duroc et Caroline, mais le Premier consul préféra la marier à Murat, militaire plus glorieux. La fille de Joséphine évoque également les sentiments de Duroc à son égard, et la cour timide qu'il lui fit à Malmaison : «Un jour que je revenais chercher un livre oublié au salon, Duroc s'approcha de moi d'un air tremblant, et lui-même me remit ce livre. Remontée chez moi, je l'ouvre, et j'y trouve une lettre. Que faire? La lire me paraissait une grande faute. Je redescends pour la rendre. Duroc n'v était plus : le Consul venait de l'envoyer en mission. C'est au moment de son départ qu'il avait osé se déclarer³⁵. » Malgré l'implication de Murat, Duroc dut essuver un ferme refus de Bonaparte et de Joséphine, qui préférèrent une union plus prestigieuse et marièrent la jeune femme au capricieux et mélancolique Louis le 4 janvier 1802. Le Premier consul songeait déjà à adopter l'enfant issu de leur union et à en faire son possible «successeur». Laissé pour compte, Duroc ne s'épancha jamais sur cette déception, le ton un peu formel des lettres ultérieurement adressées à la reine de Hollande ainsi que sa proximité avec Eugène, que l'on retrouve dans leurs lettres, pouvant seule témoigner du regret qui fut le sien de ne pas être entré dans leur famille pour des raisons purement politiques.

Cette déception ne l'empêcha pas d'épouser la jeune Marie-des-Neiges Martinez de Hervas, née en 1788, fille du riche banquier espagnol José Martinez de Hervas, proche des intérêts français et bénéficiant de la confiance du roi Charles IV, dont il fut un temps l'ambassadeur à Paris. Ce mariage fut négocié par Hortense, la jeune mariée étant pensionnaire de la Maison d'éducation de M^{me} Campan à Saint-Germainen-Laye. En la remerciant de son implication après les noces, Duroc lui aurait malgré tout déclaré cette phrase touchante: «Je sens tout le bien qui m'arrive, mais tout cela

³³ Claude-François de Méneval, *Mémoires pour servir à l'histoire de Napoléon I^{er} depuis 1802 jusqu'à 1815...*, Paris, E. Dentu, vol. 1 (1893), p. 133.

³⁴ T. Lentz, Le grand Consulat..., p. 352.

³⁵ Hortense de Beauharnais, *Mémoires de la reine Hortense*, éd. par Jean Hanoteau, Paris, Plon, 1927, vol. 3, p. 92-93.

n'est pas vous³⁶. » La cérémonie eut lieu le 9 août, les deux témoins étant Marmont et José Nicolas de Azara, ambassadeur d'Espagne³⁷. Des sentiments que se portaient les deux époux, on ne sait absolument rien. L'intéressée elle-même, qui ne mourut pourtant qu'en 1871, semble ne s'être jamais confiée à qui que ce soit sur son défunt mari, mais de tels silences donnent à penser.

La correspondance de Duroc pour les années 1802 et 1803 témoigne de la complexification croissante de l'étiquette. Il signa le 18 messidor an X [7 juillet 1802] un règlement des entrées dans les grands appartements des Tuileries les jours de parades militaires. Le 26 septembre suivant, il informa les deux autres consuls, les ministres et membres du Conseil d'État que la messe serait célébrée tous les dimanches dans la chapelle de Saint-Cloud ou des Tuileries, et qu'elle serait suivie d'une grande audience du Premier consul³⁸. Duroc fut aussi étroitement mêlé aux questions comptables, qui prirent une importance croissante, comme le montrent ses lettres. En novembre 1802, Bonaparte introduisit pour la première fois en France la notion de «budget», qui étonna beaucoup Fontaine, qui le définit comme un «mot anglais qui désigne un bordereau de dépenses fait à l'avance³⁹»: en affichant la volonté de régler les dépenses de sa Maison selon un budget prévisionnel distinct de celui de l'État, Bonaparte s'engageait à ne pas se lancer dans de trop grands frais pour assurer l'éclat de sa cour naissante, ce qui le démarquait des dépenses excessives de Versailles. Il acceptait aussi de soumettre ses dépenses à un contrôle comptable, ce qui n'avait jamais existé sous l'Ancien Régime.

Après une rapide mission en Prusse en mars 1803, où il fut chargé de s'assurer de la neutralité de Frédéric-Guillaume III après la rupture de la paix d'Amiens avec l'Angleterre, Duroc fut nommé général de division le 27 août 1803 [9 fructidor an XI]. Il signa au mois de septembre un règlement général sur l'administration du palais⁴⁰. Il cumulait à ce moment les fonctions de gouverneur des Tuileries et de « grand maître du palais ». Pour le seconder, Bonaparte confia la direction de ses écuries au général Armand de Caulaincourt. Le préfet du palais Auguste-Laurent de Rémusat s'occupa des parcs et jardins, et Salmatoris des Bâtiments et du Mobilier: l'organigramme de la Maison s'étoffait, à mesure que les correspondants se multipliaient.

Au début de l'année 1804, ses échanges avec Soult révèlent ses inquiétudes pour la sécurité du Premier consul, menacé par la conspiration du chef chouan Georges Cadoudal, l'arrestation de ce dernier le 9 mars ayant apparemment été pour lui un véritable soulagement. Quelques semaines plus tard, le 18 mai, le sénatus-consulte connu sous le nom de Constitution de l'an XII fut promulgué par le Sénat, le Premier consul prenant dès lors le titre d'empereur des Français. Selon une anecdote célèbre, le soir même, lors d'un dîner rassemblant quelques privilégiés, Duroc aurait ainsi dû passer d'un convive à l'autre pour expliquer les nouveaux titres à donner aux invités : « Altesse impériale » pour les frères de l'Empereur, « princesse » pour leurs épouses, « Monseigneur » pour les maréchaux et les deux anciens consuls, « Excellence » pour

³⁶ Hortense de Beauharnais, *Mémoires*..., vol. 1, p. 130.

³⁷ SHD, GR 7 YD-390, extrait du registre des actes de mariage, 9 août 1802 [21 thermidor an X].

³⁸ AN, 400AP 3, dossier 3, instructions de Duroc, 11 et 12 avril 1804.

³⁹ Pierre-François-Léonard Fontaine, *Journal*, 1799-1853, éd. par Marguerite David-Roy, Paris, ENSBA, 1987, vol. 1, p. 56.

⁴⁰ AN, O² 16, dossier 1, pièce 4.

les ministres: le «citoyen» ne tarda pas à tomber en désuétude⁴¹. Deux mois plus tard, par le décret du 28 messidor an XII [17 juillet 1804], Napoléon entérina la création des six grands officiers de la Couronne qui devaient former le premier cercle des serviteurs du nouvel Empereur. Comme l'architecte Fontaine put le constater, la cour consulaire n'avait pas tardé à en revenir à un modèle proche de celui de Versailles:

L'intérieur de la Maison a maintenant la forme et l'apparence de la Maison d'un souverain. L'Empereur est entouré de grands officiers civils et militaires qui prennent ses ordres, administrent les différentes parties de son service, et représentent auprès de sa personne. M. le général Duroc, gouverneur du palais, est grand maréchal; le ministre des Relations extérieures, Talleyrand, est grand chambellan; le ministre de la Guerre, Berthier, est grand veneur; M. le général Caulaincourt, inspecteur général des écuries, est grand écuyer; M. le cardinal Fesch, oncle maternel de l'Empereur, est grand aumônier, et M. de Ségur est grand maître des cérémonies⁴².

La fonction de grand maréchal du palais était inédite dans la tradition de cour française, relevant davantage des usages curiaux germaniques, notamment prussiens. Dans les faits, ce grand officier nouvellement créé combinait les fonctions de l'ancien grand maître de France, responsable sous l'Ancien Régime de la surveillance administrative de la Maison du roi, avec celles du grand maréchal des logis, chargé du logement et de la sécurité du roi pendant les guerres⁴³. La promotion de Duroc n'avait rien d'étonnant : il avait excellé dans l'administration des Tuileries et Napoléon souhaitait confier les grands offices de sa cour à des subordonnés efficaces, et non plus à des grands seigneurs nommés de manière honorifique comme cela avait été le cas à la fin de l'Ancien Régime. Tout le service intérieur des palais fut dès lors placé sous son autorité : les gouverneurs, les sous-gouverneurs, les concierges, les portiers, les valets, mais aussi les préfets du palais, la cuisine, l'office, l'argenterie et la blanchisserie. Il fut de surcroît chargé du service du quartier général pendant les campagnes et de l'organisation des voyages dans les palais et dans les départements de l'Empire. Le commandement militaire du domaine de la Couronne lui incomba également, ce qui lui donnait autorité sur la cavalerie légère et les corps de la gendarmerie d'élite chargés de la protection de la famille impériale. Il eut moins de postes prestigieux à pourvoir que ses autres collègues, grand chambellan, grand écuyer ou grand maître des cérémonies, la quasi-totalité de ses subordonnés faisant un service effectif et non honorifique. Il reçut pourtant, comme tous les proches de l'Empereur, de nombreuses suppliques d'anciens serviteurs de Versailles désireux de retrouver une place. Dans ses *Mémoires* écrits sous la Restauration, le général Rapp ironise : «Le plus chétif emploi, les fonctions les plus humbles, rien ne les rebutait; on eût dit que c'était à la vie et à la mort. Si jamais quelque main infidèle se glisse dans les

⁴¹ Claire-Élisabeth-Jeanne Gravier de Vergennes, comtesse de Rémusat, *Mémoires (1802-1808)*, éd. par Paul de Rémusat, Paris, Calmann-Lévy, vol. 1 (1880), p. 394.

⁴² P.-F.-L. Fontaine, *Journal*..., vol. 1, p. 84, 13 août 1805.

⁴³ Pierre Branda, *Napoléon et ses hommes : la Maison de l'Empereur, 1804-1815*, Paris, Fayard, 2011, p. 55.

cartons de MM. Talleyrand, Montesquiou, Ségur, Duroc, etc., de quelles expressions brûlantes elle enrichira le langage du dévouement⁴⁴! »

Le maître d'œuvre de la cour impériale

La correspondance de Duroc donne un accès direct à la mécanique complexe de la cour impériale, le grand maréchal étant une courroie de transmission indispensable entre le versant administratif et le versant logistique de la Maison de l'Empereur. En pratique, le grand maréchal était le grand officier le plus proche de Napoléon, présent dans toutes les cérémonies, l'accompagnant dans ses sorties à l'extérieur du palais, et agissant parfois comme son secrétaire en écrivant des ordres sous sa dictée. Son caractère, jugé froid et effacé, en faisait le collaborateur idéal, alliant la souplesse du courtisan à l'efficacité du militaire, ou plutôt l'un tempérant l'autre, comme l'explique M^{me} de Rémusat:

Il ne flattait point l'Empereur, il ne cherchait point à lui plaire par des rapports, souvent inutiles, mais qui satisfaisaient sa défiance naturelle. Tel qu'un miroir fidèle, il réfléchissait à son maître tout ce qui se passait en sa présence, et de même il rapportait les paroles de celui-ci avec le même accent, et dans les mêmes termes, qu'il les avait entendues. [...] Sa soumission le rendait fort utile à l'Empereur; l'intérieur du palais lui était confié, l'administration de la Maison, toutes les dépenses; et tout cela était réglé avec un ordre infini et une extrême économie, accompagnés pourtant d'une grande magnificence. [...] Il jouissait à la cour d'une grande considération, ou du moins d'une extrême importance. Tout aboutissait à lui; il recevait les confidences de chacun, ne donnait guère son avis sur rien, encore moins un conseil; mais il écoutait attentivement, rapportait ce dont on l'avait chargé, et jamais il n'a donné la moindre preuve de malveillance, de même que la plus petite marque d'intérêt⁴⁵.

Ce portrait, esquissé par une des dames du palais de Joséphine, peut être nuancé par celui de son mari, un temps premier chambellan du palais : «Peu d'hommes ont été plus secs, plus froids, plus personnels, sans aucune mauvaise passion contre les autres. Sa justice, sa probité, sa sûreté étaient incomparables⁴⁶. » Toutefois, ce coup de griffe témoigne peut-être surtout de leur mésentente : il est difficile d'occuper de pareilles responsabilités sans se faire d'ennemis, Duroc ayant été impitoyable avec les collaborateurs défaillants, qu'ils se soient livrés à des prévarications ou aient simplement commis des erreurs comptables. La reine Hortense évoque de son côté un homme plus bavard, se confiant de temps à autres à elle et à son frère Eugène sur les maîtresses de l'Empereur, allant jusqu'à leur révéler sa liaison avec Marie-Antoinette-Adèle Duchâtel, une des dames du palais de Joséphine, durant les premiers mois de l'Empire⁴⁷.

La correspondance de Duroc révèle ses échanges incessants, plus particulièrement avec l'intendant de la Maison de l'Empereur, le trésorier de la Liste civile, ainsi

⁴⁴ Jean Rapp, Mémoires du général Rapp, Paris, Bossange, 1823, p. 7.

⁴⁵ C.-É.-J. Gravier de Vergennes de Rémusat, *Mémoires*..., vol. 2, p. 244.

⁴⁶ Ibidem, note 1.

⁴⁷ Hortense de Beauharnais, *Mémoires*..., vol. 1, p. 206.

qu'avec les autres grands officiers, son souci du détail et sa crainte de déplaire au maître le poussant à suivre les affaires les plus mineures. Si certains de ses collèges, débordés ou moins compétents, se firent volontiers suppléer, tel le grand veneur Berthier par le capitaine des chasses d'Hanneucourt ou le grand chambellan Talleyrand par le premier chambellan Rémusat, le grand maréchal, parfaitement irremplaçable, ne recut jamais l'aide d'aucun «premier maréchal du palais». Ses papiers montrent qu'il correspondit régulièrement avec de nombreux subordonnés placés directement sous ses ordres, dont les plus importants furent les gouverneurs des palais, fonctions essentiellement honorifiques confiées à des militaires ou des administrateurs expérimentés, ainsi qu'avec leurs adjoints, qui furent presque toujours des officiers. Il continua à superviser le travail des quatre préfets du palais, comme sous le Consulat. L'Almanach impérial mentionne également jusqu'en 1808 un «maréchal des logis du palais» et trois «adjoints du grand maréchal du palais», puis seulement deux «maréchaux des logis». En-dessous d'eux, Duroc put se reposer sur le quartier-maître du palais Jean-Sauveur-Marie Ertault pour la direction du personnel, et sur les fourriers du palais Pierre-Quentin-Augustin Baillon et Pierre Deschamps, particulièrement sollicités pour l'organisation des voyages. Il ne leur écrivit que peu de lettres, leurs échanges devant essentiellement se faire à l'oral.

De par ses attributions transversales. Duroc échangeait aussi avec différents services de la Liste civile, l'administration des parcs et jardins, celle des forêts de la Couronne, le Garde-Meuble, l'intendance des bâtiments créée en 1810, sans oublier les architectes des différents palais et plus rarement les directeurs des manufactures impériales de Sèvres et des Gobelins. Comme l'écrit Savary, «c'était lui qui avait établi cet ordre admirable qui régnait dans les palais impériaux, à la réputation et à l'ameublement desquels il avait présidé. Le service économique de l'intérieur de la cour était réglé comme la dépense d'une administration publique, et cependant le luxe et la somptuosité étaient étalés partout⁴⁸». Rien n'échappait à la surveillance du grand maréchal, principal maître d'œuvre de la cour impériale, véritable ville où environ 2800 personnes s'activaient quotidiennement. En 1812, le grand écuyer employait par exemple 758 personnes, le grand chambellan 295, et l'intendance générale de la Liste civile, à elle seule, pas moins de 897 employés. Les effectifs du service du grand maréchal s'élevaient quant à eux à 535 employés répartis entre les quarante-sept palais de la Couronne situés en France, en Belgique, sur la rive gauche du Rhin et en Italie⁴⁹. Rien qu'aux Tuileries, sous l'autorité de Duroc, le «service de la livrée», en charge des grands appartements, comprenait 84 personnes en 1812: deux premiers valets de pied, huit portiers d'appartement, quatre coureurs, six valets de pied feutiers, 64 valets de pied. Celui des cuisines employait 89 cuisiniers, aides de fourneaux, garçons de cuisine et pâtissiers, dirigés par quatre maîtres d'hôtel. De nombreuses notes et règlements renseignent sur l'activité de ces différents employés secondaires.

Intimement mêlé à toutes les affaires internes de la cour, Duroc jouait donc un rôle essentiel, ses lettres exprimant souvent la volonté du maître, dont il prenait régulièrement les ordres en note, sur des sujets les plus variés. Étiquette, architecture, ameublement, sécurité et logistique: Napoléon n'hésitait pas à se mêler des moindres

⁴⁸ A.-J.-M.-R. Savary, *Mémoires*..., vol. 3, p. 71.

⁴⁹ BnF, Mss, Français 6592, fol. 68, état général des employés du grand maréchal, 1812.

détails, et la correspondance de Duroc est le reflet de son souci parfois maniaque de tout contrôler. Dans le cas de l'aménagement des palais, le grand maréchal laissait le plus souvent l'intendant général superviser les dossiers, pour ne s'impliquer qu'avant ou après les visites de l'Empereur. Alors, les lettres se succédaient sans discontinuer pendant parfois plusieurs semaines, pour veiller à l'exécution des ordres de Napoléon. Dans l'autre sens, l'intendant général de la Couronne surveilla lui aussi le grand maréchal. Daru était en effet presque aussi bien introduit que lui auprès de l'Empereur, il suivait les mêmes dossiers et n'hésitait pas, parfois, à contredire Duroc qui lui répondait le plus souvent le jour même. Dans certains cas, le grand maréchal apparaissait aussi comme un recours en cas de conflit avec l'administration centrale, la perspective de le voir soumettre un dossier litigieux à l'Empereur suffisant la plupart du temps à faire céder l'intendant général: dans de nombreuses lettres, Duroc se contente ainsi de transmettre l'un ou l'autre document, qu'il s'agisse d'un mémoire de paiement en souffrance ou d'une pétition. Ce rôle de courroie de transmission devait être épuisant, comme le suggère une des rares lettres où le grand maréchal fend quelque peu l'armure en confiant sa crainte de subir de nouveaux reproches, le 5 mars 1810, au moment où la vie de cour battait son plein et où il devait être épuisé par les préparatifs du mariage impérial: «Cela mettra S. M. de mauvaise humeur et encore Elle s'en prendra à moi.»

Duroc eut aussi la responsabilité écrasante d'organiser les voyages de la cour. S'il réussit, loin de Paris, à protéger Napoléon des tracas du quotidien, ce fut grâce à un sens de l'organisation exceptionnel, que révèlent ses innombrables lettres, qui complètent les rapports, devis et mémoires de paiement conservés dans la sous-série O² des Archives nationales, ainsi que les itinéraires conservés dans les archives du grand écuyer Caulaincourt. Sur les routes, Duroc continue à correspondre avec ses subordonnés et suit attentivement le quotidien des palais, l'avancement des chantiers et l'aménagement des appartements. Un simple voyage dans un palais autour de Paris exige déjà un grand sens de l'organisation. Il faut prendre contact avec le Garde-Meuble, le gouverneur, l'architecte et le concierge, préparer les logements, prévoir l'approvisionnement, le bois de chauffage, sans oublier les escortes, les voitures et les chevaux nécessaires au voyage. Avant chaque voyage dans les départements, Duroc discute avec l'Empereur de la date fixée pour le départ, de la liste des officiers désignés pour le service et de l'itinéraire choisi. Toute une logistique se met alors en place : un programme est établi par le grand maréchal, qui calcule les distances et le temps nécessaire pour les parcourir, demande au grand écuyer de préparer les voitures et de rassembler hommes et chevaux. Il expédie ensuite ses ordres aux autorités locales chargées de constituer une garde d'honneur, de trouver des logements et d'organiser des festivités en l'honneur de l'Empereur. Duroc règle à l'avance les heures de départ de tous les domestiques : certains doivent prendre la route avec une demi-journée d'avance, «de manière à ce que Leurs Majestés soient précédées et suivies par tout ce qui leur est nécessaire. Les personnes qui précèdent doivent tout faire préparer, et celles qui suivent exécutent les ordres qui peuvent avoir été donnés en partant, en veillant à ce que rien ne soit oublié et que tout soit exactement payé⁵⁰». Les fourriers du palais sont chargés d'organiser les départs à l'avance ou à la suite de l'Empereur pour

 $^{^{50}}$ BnF, Mss, Français 11212, Règlement pour le service du grand maréchal du palais, 1^{er} mars 1812, fol. 7v.

les services du Cabinet, de la Chambre et de la Garde-robe, mais aussi de préparer les logements dans les palais, les préfectures, sous-préfectures ou palais épiscopaux des départements que l'Empereur visite. En 1810, Napoléon se serait même fait soumettre un projet de «chambre complète» avec tapisseries des Gobelins semées d'abeilles, rideaux, lit et meubles en acajou, flambeaux et vases en vermeil, qui lui aurait permis de retrouver, quel que soit le bâtiment réquisitionné, un environnement à son goût⁵¹.

Malgré ce déploiement de faste, les voyageurs n'étaient pas à l'abri des aléas de la route : chevaux malades, routes coupées, rivières en crue pouvaient parfois retarder de plusieurs heures la voiture de l'Empereur, obligeant le grand maréchal à trouver une solution au plus vite afin de ne pas mécontenter le maître. Quelques documents montrent qu'en dépit de ses efforts, il n'était pas toujours possible d'organiser une réception à chaque étape du convoi et que l'intendance ne pouvait pas toujours fournir de repas. Le page Sylvain Petiet eut par exemple l'opportunité en 1811 de partager une cuisse de poulet avec l'Empereur en plein milieu d'une forêt normande : «On ouvrit une boîte de fer blanc où était une volaille rôtie, l'Empereur la prit par une cuisse et me dit de tirer l'autre; il donna aussi un membre à l'écuyer de service et un autre au grand maréchal⁵².»

La logistique minutieusement mise au point par Duroc pour les voyages de cour était aussi activée pour les campagnes militaires où Napoléon cessait d'être un monarque en représentation pour redevenir un chef de guerre. Le grand maréchal déployait tout son talent pour amener au plus vite l'Empereur sur le théâtre des opérations militaires et assurer sa sécurité. En partant secrètement de Paris, «l'Aigle» pouvait arriver en quelques jours sur le théâtre des opérations et retrouver un palais provisoire où régnait une étiquette comparable à celle en vigueur dans ses palais. Les fourriers du palais étaient à ce moment responsables de l'installation du quartier général, que ce soit pour monter les célèbres tentes de campagne ou pour installer le mobilier portatif dans les châteaux ou maisons réquisitionnés, Napoléon préférant, tant que cela était possible, dormir sous un vrai toit. Même loin des Tuileries, il retrouvait ainsi ses chères habitudes : «Lorsque l'Empereur passait la nuit dans une pièce, ceux qui étaient chargés de faire son logement jetaient par la fenêtre, pour plus de rapidité, tous les meubles qui s'y trouvaient, jusqu'à ce que la pièce fût complètement mise à nu, et y disposaient en place le légendaire petit mobilier de campagne⁵³.» Toujours sous la responsabilité de Duroc, le service des cuisines, de l'argenterie, des fourgons à provisions ainsi qu'une batterie de cuisine suivaient également Napoléon. Savary raconte que les employés de la Maison étaient habitués «à emballer et déballer l'argenterie avec une promptitude incroyable. J'ai vu la même argenterie qui servait à Paris servir à l'armée et retourner à Paris sans être endommagée le moins du monde⁵⁴». Les cuisines étaient toujours confortablement approvisionnées, car il fallait nourrir les 800 employés de la Maison qui suivaient l'Empereur⁵⁵, qui était servi en souverain même sur les champs de bataille.

⁵¹ AN, O²509, dossier 9, pièce 66, rapport de Daru à Napoléon, s. d. [novembre 1810].

⁵² Sylvain Petiet, « Souvenirs d'un page de l'Empereur », Société historique et scientifique des Deux-Sèvres, procès-verbaux, mémoires, notes et documents, 4° année, 1908, 2° partie, p. 47.

⁵³ Adrien de Plancy, *Souvenirs du comte de Plancy (1798-1816)*, Paris, P. Ollendorff, 1904, p. 221.

⁵⁴ A.-J.-M.-R. Savary, *Mémoires*..., vol. 3, p. 25.

⁵⁵ Jean-Baptiste Vachée, Napoléon en campagne, Paris, Berger-Levrault, 1913, p. 53.